

Liquidation. Allein hieraus kann natürlich eine stillschweigende Zustimmung zur Verlängerung der Gesellschaftsbauer auf unbestimmte Zeit nicht abgeleitet werden. Ob allfällig einzelne Konfortialen oder gar die Mehrheit derselben sich für weitere Prolongation ausgesprochen haben, wie die Klägerin im Prozesse behauptete, ist gleichgültig. Der Syndikatsvertrag bestimmt nicht, daß durch Mehrheitsbeschluß der Konfortialen die Vertragsdauer verlängert werden dürfe und gesetzlich gilt eine derartige Regel durchaus nicht (vergleiche Art. 532 O.-R.). Die Beklagte brauchte sich daher eine selbst von der Mehrzahl der Konfortialen beschlossene Verlängerung der Vertragsdauer nicht gefallen zu lassen. Der von der Klägerin angerufene Art. 545 Ziff. 5 u. f. O.-R. trifft gar nicht zu, da eben eine stillschweigende Fortsetzung der Gesellschaft seitens der Beklagten gar nicht vorliegt.

6. In der Hauptsache ist demnach einfach die vorinstanzliche Entscheidung zu bestätigen, d. h. das Klagebegehren, wie es gestellt ist, abzuweisen und auszusprechen, daß die Beklagte Abrechnung auf 8. Juni 1891 zu verlangen berechtigt und lediglich nach Maßgabe dieser Abrechnung verpflichtet ist. Der Klägerin liegt als eine aus dem Unterbeteiligungsvertrage hervorgehende Pflicht ob, ihre Rechte als Konfortiale dahin geltend zu machen, daß diese Abrechnung von der Syndikatsleitung erstattet wird.

7. In Bezug auf die kantonalen Kosten hat es, da eine Abänderung des angefochtenen Urteils in der Hauptsache nicht erfolgt, gemäß konstanter Praxis einfach bei dem Entscheide der kantonalen Gerichte sein Bewenden.

Demnach hat das Bundesgericht  
erkannt:

Die Weiterziehung beider Parteien wird als unbegründet abgewiesen und es hat demnach in allen Teilen bei dem angefochtenen Urteile des Obergerichtes des Kantons Zug vom 18./27. Oktober 1892 sein Bewenden.

46. Arrêt du 3 Février 1893 dans la cause  
*Banque cantonale vaudoise contre hoirs Cuénod.*

Par jugement des 24 et 26 Novembre 1892, la Cour civile du canton de Vaud, statuant sur le litige pendant entre parties, a prononcé comme suit :

« La Cour civile écarte les deux moyens exceptionnels présentés par la masse hoirs Cuénod, écarte aussi les conclusions de la Banque cantonale, et admet les conclusions libératoires, au fond, prises par la partie défenderesse. Il est donné acte à cette dernière des réserves touchant la convention intervenue entre la Banque et E. Leuba, réserves insérées au procès-verbal du 24 Novembre 1892. La Banque cantonale est condamnée aux dépens. »

C'est contre ce jugement que la Banque cantonale vaudoise recourt au Tribunal fédéral, déclarant reprendre les conclusions de sa demande avec suite de dépens.

La partie défenderesse et intimée a conclu au rejet du recours et au maintien du jugement attaqué ; elle a conclu, en outre, à ce que le Tribunal fédéral se déclare incompétent pour statuer en ce qui concerne les créances chirographaires faisant contre la masse Cuénod, pour autant que celles-ci dépasseraient, individuellement, le montant de 3000 francs.

*Statuant en la cause et considérant :*

*En fait :*

1° Les hoirs Cuénod, à Corsier sur Vevey, faisaient le commerce des vins. Ils avaient, sous date du 13 Mai 1890, remis en nantissement à la Banque cantonale vaudoise une quantité de vin à l'effet de garantir le paiement d'un billet de change de 11 000 francs.

Par acte du 19 Mars 1891, les hoirs Cuénod ont donné ces mêmes vins en nantissement à un autre créancier, Eugène Leuba de Hillern, en mieux value, le privilège antérieurement concédé à la Banque cantonale vaudoise étant expressément réservé.

Sous date du 14 Avril 1891, le nantissement accordé à la Banque cantonale vaudoise a été renouvelé en ces termes :

« Nous soussignés hoirs Cuénod, à Corsier, déclarons que pour assurer le remboursement d'un billet de change de 8800 francs souscrit le 14 Avril par nous-mêmes, payable le 15 Juillet prochain à l'ordre et au domicile de la Banque cantonale vaudoise, à Lausanne, nous remettons le total de 29 300 litres de vins de 1888 et 1890 (6 vases spécifiés dans l'acte), en nantissement et gage, et pour remplacer le nantissement donné le 15 Mai 1890. Ces vins restent sous la garde de M. J. Jomini, à Vevey, dépositaire de la clef de la cave Bersier, cela sous sa surveillance et responsabilité; il ne devra se dessaisir du dit vin en nantissement que sur ordre de la créancière, qui conserve le privilège de créancier gagiste conformément à la loi. M. Jomini déclare par sa signature avoir une connaissance suffisante de ce nantissement.

Vevey, le 14 Avril 1891.

(signé) J. Jomini.

ppon Hoirs Cuénod (signé) Leuba. »

En date du 29 Avril 1891, les hoirs Cuénod ont déposé leur bilan.

Le 16 Juin suivant, la Banque cantonale est intervenue dans la faillite Cuénod, et a réclamé le paiement par privilège du billet de 8800 francs, garanti par le nantissement du 14 Avril précédent. Le liquidateur admit cette intervention, et la colloqua au rang revendiqué par la créancière, en ajoutant que E. Leuba prétend être créancier gagiste en 2<sup>e</sup> rang sur le vin, objet du nantissement de la Banque.

La Banque cantonale était encore intervenue dans la discussion des hoirs Cuénod, en vertu de titres chirographaires, pour une somme en capital de 54 800 francs; cette intervention a été admise en 6<sup>m</sup>e classe par le liquidateur.

Sous date du 11 Juillet 1891, la Banque cantonale est intervenue en relief dans la discussion hoirs Cuénod, et a réclamé le droit de rétention sur les 29 300 litres de vin, pour les créances ci-dessus, soit sur l'excédent du produit de la réali-

sation de cette marchandise, après paiement du billet de change spécialement garanti.

Par lettre du 28 dit, le liquidateur de la masse a repoussé l'intervention de la Banque par le motif qu'il n'y avait aucune connexité entre les autres créances de la Banque cantonale et le vin logé dans la cave Bersier.

C'est à la suite de ces faits que la Banque cantonale, par demande du 7 Octobre 1891, a ouvert action à la masse des hoirs Cuénod devant la Cour civile de Vaud, concluant à ce qu'il soit prononcé :

1<sup>o</sup> Que son intervention en relief dans la masse des biens en discussion des hoirs Cuénod, à Vevey, est admise en ce sens que la Banque cantonale est mise au bénéfice d'un droit de rétention sur 29 300 litres de vin 1888 et 1890, déposés dans la cave Bersier, à Vevey, soit sur l'excédent du produit de la réalisation de cette marchandise après paiement de la créance spécialement garantie, — ce droit de rétention étant valable pour toutes les créances chirographaires pour lesquelles elle est intervenue dans la masse, créances s'élevant en capital à la somme de 54 800 francs.

2<sup>o</sup> Qu'en conséquence la réponse du liquidateur du 28 Juillet 1891 à l'intervention prémentionnée de la demanderesse est changée dans le sens de l'admission du droit de rétention réclamé par la Banque cantonale vaudoise.

La masse des hoirs Cuénod, dans sa réponse du 10 Décembre 1891, excipe :

- a) Tout d'abord de l'irrecevabilité de l'intervention en relief.
- b) Ensuite du vice de la demande, comme n'ayant pas été dirigée aussi contre les créanciers des cinq premières classes, en conformité de l'art. 813 Code de procédure civile.
- c) Au fond, de l'absence des réquisits prévus à l'art. 224 C. O., à savoir, de la détention du gage et de la connexité entre la créance et la chose retenue.

La Cour civile du canton de Vaud a prononcé, par jugement du 26 Novembre 1892, ainsi qu'il a été dit plus haut, et c'est contre ce jugement que les parties ont pris les conclusions susmentionnées.

Le dit jugement se fonde, en substance, en ce qui concerne le fond de la cause, sur les motifs ci-après :

L'exercice du droit de rétention prévu à l'art. 224 C. O. est subordonné à l'existence simultanée de trois conditions ; il faut que la créance soit échue, que les meubles ou titres qui doivent faire l'objet du droit se trouvent à la disposition du créancier du consentement du débiteur et qu'il y ait connexité entre la créance et la chose retenue.

La demanderesse se trouve porteur de créances liquides, et dont l'échéance est arrivée ensuite de la faillite de ses débiteurs. Sur le second point, la Banque avait le droit de requérir la vente d'une quantité déterminée des vins remis en gage, suffisante pour couvrir sa créance de 8800 francs, en capital et accessoires, mais elle ne pouvait prétendre avoir un droit spécial, pour d'autres créances, sur la partie de ce vin qui n'aurait pas été nécessaire pour le paiement de la créance garantie ; d'ailleurs J. Jomini était un tiers qui remplissait les fonctions d'un véritable gardien judiciaire, et ne pouvait ainsi être assimilé au créancier lui-même. En outre, à teneur de l'art. 217 C. O., les débiteurs ont donné la même marchandise en gage à un second créancier, E. Leuba, ce qui résulte de l'acte du 21 Mars 1891. Donc la Banque n'avait pas la disposition exclusive des vins dont il s'agit. Le consentement des débiteurs à laisser en nantissement les vins, à disposition de la créancière, ne pouvait être étendu par celle-ci à d'autres engagements ne figurant point dans le dit acte. Donc le droit de rétention de la Banque ne peut s'exercer sur le surplus en question. En revanche, vu les relations d'affaires que les parties ont eues ensemble, il y a lieu d'admettre qu'il y a connexité entre la créance et la possession de la chose.

*En droit :*

2. La compétence du Tribunal fédéral existe en la cause, ainsi que les deux parties le reconnaissent à juste titre, pour autant que les prétentions pour lesquelles la demanderesse invoque un droit de rétention atteignent ou dépassent le montant de 3000 francs ; les autres conditions auxquelles l'art. 29 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale subordonne le

recours au Tribunal de céans sont en effet réalisées dans l'espèce. Or il est incontesté que la demanderesse possède de semblables prétentions, dont la valeur est au moins égale à celle de l'objet sur lequel le droit de rétention doit être exercé, déduction faite de la créance garantie par le droit de gage ; il est dès lors sans aucune importance pratique que le droit de rétention soit également réclamé pour des prétentions moins considérables, à l'égard desquelles le Tribunal fédéral n'est pas compétent.

3° Au fond la question capitale est celle de savoir si la demanderesse a la disposition des vins dont il s'agit, conformément à l'art. 224 C. O., lequel, dans tous les cas, fait de cette disposition une condition nécessaire de l'existence du droit de rétention. Cette question devrait être résolue affirmativement, si Jomini, qui avait en fait la disposition sur les dits vins, devait être considéré uniquement comme le représentant de la demanderesse, et comme ayant, par conséquent, gardé la marchandise au nom exclusif de cette dernière. Mais tel n'est point le cas, à teneur des pièces du dossier et des constatations du jugement cantonal, et le droit de rétention auquel prétend la Banque cantonale ne résulte pas davantage du fait qu'un droit de gage a été constitué en sa faveur sur le vin dont il s'agit.

Il est vrai qu'aux termes de l'art. 210 C. O. le droit de gage ne peut s'établir que par voie de nantissement, c'est-à-dire de l'exclusion du débiteur de la disposition de fait sur la chose engagée, — et lorsque la dite chose a été remise au créancier gagiste ou à son représentant. Ce nantissement peut toutefois être constitué par la remise du gage à la garde d'un tiers, chargé de sa conservation aussi bien au nom du débiteur qu'en celui du créancier gagiste (voir Dernburg, *Preussisches Privatrecht*, tome I, p. 354). Dans ce cas la disposition de fait sur l'objet du gage est enlevée au débiteur aussi longtemps que le droit de gage existe, mais cette disposition dans le sens de l'art. 224 C. O. ne se trouve pas davantage transférée au créancier gagiste (voir *Recueil des arrêts du Tribunal fédéral*, XI, N° 15, p. 76 ss.)

Or, dans l'espèce, ensuite des constatations de la Cour cantonale, — lesquelles concordent d'ailleurs soit avec les allégués des parties dans leurs écritures, soit avec les autres pièces de la cause, — l'on se trouve bien en présence d'un tel cas, d'où il résulte que le jugement attaqué doit être confirmé.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral

prononce :

Le recours est écarté, et le jugement rendu entre parties par la Cour civile du canton de Vaud, les 24 et 26 Novembre 1892, est maintenu tant au fond que sur les dépens.

47. Urteil vom 10. Februar 1893 in Sachen  
Soller gegen Kolb.

A. Durch Urteil vom 30. November 1892 hat das Obergericht des Kantons Thurgau über die Rechtsfrage: Ist der Anspruch der Appellatin auf die bei der Kantonalbank deponierte Lebensversicherungssumme ihres verstorbenen Mannes Albert Kolb-Zuber abzuweisen unter Kostenfolge? erkannt: Sei die Rechtsfrage verneinend entschieden.

B. Gegen dieses Urteil ergriff der Kläger die Weiterziehung an das Bundesgericht. Gleichzeitig beantragte er beim Obergerichte Ergänzung des obergerichtlichen Protokolls. Nachdem das Obergericht dieses Gesuch durch Beschluß vom 31. Dezember 1891 abgewiesen hatte, ergriff er gegen diesen Beschluß den staatsrechtlichen Rekurs an das Bundesgericht. Dieser Rekurs ist durch Entscheidung des Bundesgerichtes vom heutigen Tage abgewiesen worden.

C. Für die civilrechtliche Weiterziehung meldete der Kläger mit Eingabe vom 20. Dezember 1892 folgende Anträge an: 1. Es sei der Anspruch der Appellatin auf die bei der Kantonalbank deponierte Lebensversicherungssumme ihres verstorbenen Mannes

abzuweisen unter Kostenfolge. 2. Eventuell sei die Streitsache an das Obergericht zurückzuweisen zur erneuten Beurteilung der Frage, ob der Anspruch der Appellatin nicht gestützt auf die Voraussetzungen der actio Pauliana zu verwerfen sei. 3. Weiter eventuell, es sei der Anspruch des Appellanten im Betrage von 321 Fr. 85 Cts. nebst 10 Fr. für Policekosten und für 327 Fr. nebst Zins (ursprüngliche Forderung der Frau Engeli-Schadegg) zu schützen, eventuell die Beurteilung dieser Frage gleichfalls an das Obergericht zurückzuweisen.

Bei der heutigen Verhandlung hält der Anwalt des Klägers die schriftlich gestellten Anträge aufrecht, mit dem Beifügen: Jedenfalls sollte in den Motiven des Urteils aufgenommen werden, daß der Rekurrent berechtigt sei, seine Rechte gegen Fischer-Hef ungehindert, ohne Sistierung des Prozesses, zu verfolgen.

Der Anwalt der Beklagten und Rekursbeklagten trägt auf Befestigung des angefochtenen Urteils an, indem er in erster Linie die Kompetenz des Bundesgerichtes bezweifelt.

Das Bundesgericht zieht in Erwägung:

1. Der im November 1889 in Konkurs geratene und von seiner Ehefrau güterrechtlich getrennte Ehemann der Beklagten, Albert Kolb-Zuber, hat sich am 21. Juni 1891 bei der Versicherungsgesellschaft Le Phénix in Paris auf sein Ableben hin für 12,000 Fr. versichert. Die Versicherungssumme ist laut der Police nach dem Tode des Versicherten an Frau Kolb geb. Lina Zuber und in ihrer Ermangelung an deren Kinder auszubehalten. Am 1. März 1892 starb Albert Kolb und es wurde über seinen Nachlaß der Konkurs eröffnet. In demselben hat der Kläger eine Glücksscheinforderung von 1238 Fr. 25 Cts. sammt 99 Fr. 04 Cts. an Zins angemeldet; im weitern hat Wittve Engeli-Schadegg eine Glücksscheinforderung von 327 Fr. 15 Cts. sammt Zins angemeldet, welche seither an den Kläger abgetreten wurde. Für diese letztere Forderung hatte Wittve Engeli-Schadegg gegen Albert Kolb bei dessen Lebzeiten Betreibung eingeleitet. Laut Pfändungsurkunde vom 26. Januar 1892 waren dafür zwei Stücke Vieh gepfändet worden, welche indes von der Beklagten zu Eigentum beansprucht wurden. An der Lebensversicherungspolice beanspruchte J. Fischer-Hef in Romanshorn gestützt auf einen „Abtretungsschein“ der

Beklagten vom 19. August 1891 für eine Forderung von circa 8000 Fr. Faustpfandrecht, welches von der Beklagten anerkannt, von einzelnen Gläubigern, insbesondere dem Kläger, dagegen bestritten wurde. Die Beklagte beanspruchte die (auf der thurgauischen Kantonalbank deponierte) Lebensversicherungssumme respektive den nach Deckung des Faustpfandgläubigers Fischer-Hefz noch verbleibenden Rest derselben als Eigentum. Die Konkursgläubiger, mit Ausnahme des Klägers, haben auf ihre Ansprüche auf die Versicherungssumme verzichtet und dieselben gemäß Art. 260 des Schuldbetreibungs- und Konkursgesetzes dem Kläger abgetreten, welcher hierauf gegen die Beklagte Klage erhob mit dem Antrage, es sei der Anspruch der Beklagten auf diese Versicherungssumme, wie sie bei der Kantonalbank deponiert sei, abzuweisen unter Kostenfolge.

2. Der gesetzliche Streitwert ist gegeben. Die Klage macht den dem Kläger abgetretenen Rechtsanspruch der Masse auf die gesammte Versicherungssumme (nach Abrechnung des allfällig dem Faustpfandgläubiger Fischer-Hefz gebührenden Betrages) geltend. Es liegt also dieser gesammte Betrag im Streite und kommt nichts darauf an, daß der klagende Gläubiger persönlich im Konkurse des A. Kolb nur mit einem Forderungsbetrage von circa 1600 Fr. beteiligt ist und daher, wenn er im Prozesse obsiegt, nur diesen Betrag aus der streitigen Versicherungssumme erhalten wird. Der Überschuß fällt eben gemäß Art. 260 des Schuldbetreibungs- und Konkursgesetzes in die Masse. Der Kläger macht (wenn auch auf eigene Gefahr und in erster Linie zu seinem eigenen Vorteile) die Rechte der Gesamtgläubigerschaft geltend. Ebenso ist die Sache nach eidgenössischem Rechte zu beurteilen. Es bestehen im Kanton Thurgau keinerlei besondere Gesetzesbestimmungen über den Versicherungsvertrag, welche hier zur Anwendung kämen, und es sind daher gemäß der vom Bundesgerichte schon häufig betätigten Auslegung des Art. 896 D.-R. die allgemeinen Grundsätze des Obligationenrechtes maßgebend. Wenn der Anwalt der Beklagten heute angedeutet hat, es bestehen im Kanton Thurgau, wenn auch keine gesetzlichen, so doch gewohnheitsrechtliche Normen über den Versicherungsvertrag, so kann hierauf schon deshalb nichts ankommen, weil die kantonalen Gerichte gar nicht auf kantonales Gewohnheitsrecht abstellen.

3. In der Versicherungspolice ist die Beklagte ausdrücklich und namentlich als Begünstigte bezeichnet; die Versicherungsgesellschaft hat sich verpflichtet, die Versicherungssumme nach dem Tode des Versicherten an die Beklagte zu bezahlen. Der Versicherungsvertrag ist danach zu Gunsten der Letztern abgeschlossen worden; er qualifiziert sich als Vertrag zu Gunsten Dritter im Sinne des Art. 128 D.-R. Aus diesem zu ihren Gunsten abgeschlossenen Versicherungsvertrag hat die Begünstigte, da nach dem Typus des Geschäfts und nach den konkreten Umständen der Wille der Parteien offenbar hierauf gerichtet war, jedenfalls mit dem Tode des Versicherten ein eigenes, selbständiges Recht erworben; die Versicherungssumme gehört daher nicht zum Nachlasse des Versicherten und fällt also nicht in den über diesen Nachlaß eröffneten Konkurs, sondern sie gebührt jure proprio der Begünstigten. Der Begünstigte ist jedenfalls dann, wenn er im Versicherungsvertrage bestimmt bezeichnet ist, zum Bezuge der Versicherungssumme nicht als Erbe des Versicherten berechtigt, sondern sein Anspruch auf die Versicherungssumme, wenn er auch erst mit dem Tode des Versicherten zu einem präsenten und unwiderruflichen wird, stützt sich doch unmittelbar auf den zu seinen Gunsten abgeschlossenen Versicherungsvertrag; dieser hat für den Begünstigten auf den Tod des Versicherten hin eigene Rechte gegenüber dem Versicherer begründet. Dieser Grundsatz ist in Theorie und Praxis wohl weitaus überwiegend anerkannt (siehe u. a. König, Zeitschrift des bernischen Juristenvereins XI, S. 297 u. ff.; Rivière, *Pandectes francaises*, X, Assurances sur la vie, Nr. 466 u. ff.). Die Anschauung des Klägers, daß die Versicherungssumme als Bestandteil des Nachlasses des Versicherten zu behandeln sei, kann also nicht gebilligt werden. Wenn der Kläger behauptet hat, die Versicherungssumme sei für die Masse deponiert worden, letztere befinde sich im „rechtlichen Besitze“ derselben, so hat zunächst das Obergericht diese Behauptung als ein unzulässiges novum zurückgewiesen und es kann daher auf dieselbe schon aus diesem Grunde keine Rücksicht genommen werden. Allein dieselbe wäre auch, selbst wenn sie richtig sein sollte, völlig unerheblich. Nicht darauf ja kommt es an, in wessen Besitz die Versicherungssumme sich befinden mag, sondern darauf, wem sie rechtlich gebührt.

4. Im weitem hat der Kläger vor den kantonalen Instanzen geltend gemacht, die Versicherungspolice hätte schon in die zu Gunsten seiner Rechtsvorgängerin Wittve Engeli-Schadegg ausgeführte Pfändung vom 26. Januar 1892 aufgenommen werden sollen; dieselbe sei damals der Pfändung zu Unrecht entzogen worden. Eventuell seien die Ansprüche der Beklagten mit der actio Paulliana gemäß Art. 288 des Schuldbetreibungs- und Konkursgesetzes anfechtbar, da der Versicherte seinen Gläubigern den Betrag zu Zahlung der Versicherungsprämie entzogen habe. Heute hat der Kläger eventuell in erster Linie Rückweisung der Sache an das Obergericht zu erneuter Beurteilung der Frage, ob nicht der Anspruch der Beklagten gestützt auf die actio Paulliana anfechtbar sei, beantragt. Dieser Rückweisungsantrag entbehrt jeglicher Begründung; das Obergericht hat die sachbezüglichen Vorbringen des Rekurrenten beurteilt und es liegt zu einer Rückweisung überall kein Grund vor. Auf Grund der tatsächlichen Feststellungen des Obergerichtes ist vielmehr die vorinstanzliche Entscheidung in dieser Richtung ohne weiters zu bestätigen. Denn das Obergericht stellt tatsächlich, in beim Bundesgerichte nicht anfechtbarer Weise fest, daß die einzige auf die Versicherungspolice geleistete Prämienzahlung nicht aus dem Vermögen des Ehemannes Kolb, sondern aus demjenigen der klagten Ehefrau geleistet worden sei. Danach ist denn aber in der That klar, daß die Gläubiger des Versicherten durch den Versicherungsvertrag, respektive durch die Prämienzahlung, nicht widerrechtlich geschädigt worden sind, da ja für die Versicherung eine Aufwendung aus dem Vermögen des Versicherten gar nicht gemacht wurde. Damit fällt das weitere eventuelle Begehren des Rekurrenten betreffend Rückerstattung der geleisteten Prämienzahlung von selbst dahin. Was endlich die Behauptung anbelangt, es sei die Lebensversicherungspolice bei der von der Rechtsvorgängerin des Klägers erwirkten Pfändung verheimlicht worden, so ist zu bemerken: Es mag dahingestellt bleiben, ob beziehungsweise unter welchen Voraussetzungen und mit welcher Wirkung Lebensversicherungsansprüche im Allgemeinen bei Lebzeiten des Versicherten als Bestandteile des Vermögens des letztern von dessen Gläubigern gepfändet oder zur Konkursmasse gezogen werden können. Im vorliegenden Falle nämlich war die Versicherungs-

police offenbar schon vor dem Tode des Versicherten und der Pfändung vom 26. Januar 1892 der begünstigten Ehefrau überlassen und von ihr, unter Anzeige an die Versicherungsgesellschaft, verpfändet worden. Bei dieser Sachlage konnte schon zur Zeit der Pfändung der Versicherungsanspruch nicht mehr als zum Vermögen des Ehemannes gehörig betrachtet werden; es war bereits damals der Begünstigten, welche gegenüber der Versicherungsgesellschaft sich als Gläubigerin des Versicherungsanspruchs geriert hatte, ein, wenn auch vorerst noch bedingtes, so doch nicht mehr frei widerrufliches Recht aus dem Versicherungsvertrage erworben. Die Police konnte daher überhaupt nicht mehr als Vermögensstück des Ehemannes gepfändet werden. Damit fallen die sämtlichen vom Kläger aus der Pfändung vom 26. Januar 1892 gezogenen Folgerungen dahin.

5. Auf das Verhältnis des Klägers zu dem Faustpfandansprecher Fischer-Hess ist im gegenwärtigen Prozesse in keiner Weise einzutreten, wie denn auch vor den kantonalen Instanzen darüber gar nicht ist verhandelt worden.

Demnach hat das Bundesgericht  
erkannt:

Die Weiterziehung des Klägers wird als unbegründet abgewiesen und es hat demnach in allen Teilen bei dem angefochtenen Urteile des Obergerichtes des Kantons Thurgau vom 30. November 1892 sein Bewenden.

48. Arrêt du 25 Février 1893 dans la cause  
*Martin et Mesmer*  
contre la *Compagnie Paris - Lyon - Méditerranée*.

L'avocat Hudry conclut en première ligne, et préparatoirement, à ce qu'il soit ordonné à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée de produire tous livres et documents relatifs aux expéditions consignées de 1885 à ce jour de ou pour Genève transit, soit par la maison Fischer, soit par la maison